



«Les prêtres du numérique aujourd'hui, ce sont les codeurs, et tous ces universitaires qui sont débauchés par les grandes entreprises de l'internet. Il faut casser cette appropriation du savoir»

ALEXIS ROUSSEL ET GRÉGOIRE BARBEY

«NOTRE INTÉGRITÉ NUMÉRIQUE EST À CONQUÉRIR»

CATHERINE FRAMMERY
@cframmary

Refus des manipulations des GAFAM, refus du contrôle des Etats et reprise de pouvoir sur leurs données par les individus: dans «Notre si précieuse intégrité numérique», le journaliste Grégoire Barbey et l'entrepreneur Alexis Roussel proposent une vision politique et juridique audacieuse

► 29 février 2028. Les activistes genevois du Grand Effacement ont encore frappé, cette fois ils se sont attaqués à tous les disques durs de l'Administration fiscale cantonale qui s'appropriait à revendre des données de contribuables pour financer le renouvellement des systèmes de vidéosurveillance...

Alexis Roussel et Grégoire Barbey sont malins. En commençant leur ouvrage par une fiction pas «implausible», le journaliste libre et l'ancien président du Parti pirate captent d'emblée l'attention d'une audience qu'ils ont bien l'intention de convaincre: il est urgent de rendre leur autonomie aux citoyens numériques, et c'est une révolution humaniste.

Leur réflexion commune a commencé il y a une dizaine d'années, et leur livre a mis trois ans à

s'écrire, ralenti par la même pandémie qui a exposé de manière éclatante la révolution du numérique. Pour eux, c'est une évidence, l'intégrité numérique doit être reconnue tout comme le sont l'intégrité physique et l'intégrité psychique: dans la Constitution. Les deux auteurs n'excluent pas à terme de lancer une initiative, même si leur but aujourd'hui est d'informer pour sensibiliser.

L'intégrité numérique, qu'est-ce que c'est?

Alexis Roussel: Aujourd'hui, la société assure notre sécurité physique et psychique et nous pouvons sortir dans la rue sans nous faire frapper, voler ou harceler. Mais cette liberté n'existe pas sur internet, où des millions de données circulent sur chaque individu, celles qu'il a introduites volontairement par exemple sur un réseau social, celles qui ont été récupérées à son insu par des caméras de surveillance ou autres, et celles qui ont été générées en fusionnant ces deux types de données, et sur lesquelles nous n'avons aucune maîtrise – par exemple, vous avez beau ne pas être sur un réseau social, celui-ci peut créer des «shadow profiles» à votre sujet si un de vos contacts a partagé son carnet d'adresses.

La récolte aujourd'hui est massive, et ce sont ces interactions qui intéressent les compagnies: le graphe social. Le concept d'intégrité numérique correspond à la sécurité qui doit accompagner notre corps numérique: toutes ces données sont constitutives de nos personnes, et le droit d'en disposer librement est un élément important de l'ordre social.

Grégoire Barbey: L'intégrité numérique, c'est l'extension à notre vie numérique du droit à l'intégrité de nos vies physique et psychique. Notre livre ambitionne de fournir les concepts, les outils politiques et juridiques qui protègent les individus contre les entreprises et contre les Etats.

Vous dénoncez une mainmise opaque sur nos données mais n'est-ce pas quelque chose à quoi nous donnons notre accord, en consentant à utiliser des produits qui nous demandent ces données?

GB: Il faudrait que le fait de donner son consentement ressorte d'un véritable choix et qu'on puisse le faire d'une manière forte – comme la conscience de l'importance du consentement existe à propos du consentement médical. Mais sur internet, on ne peut que cliquer sur une petite croix au bas d'une



Genre | Essai
Auteurs | Grégoire Barbey et Alexis Roussel
Titre | Notre si précieuse intégrité numérique
Editions | Statkine
Pages | 140



page, c'est un consentement dilué qui par la suite nous engagera éternellement.

Ensuite, les technologies sont très bien faites, très agréables, et il y a une pression sociale qui ne doit pas être minimisée si vous refusez ces outils. Par exemple, un employeur se posera des questions si je refuse un entretien par zoom.

AR: On est face à la notion d'esclaves numériques, qui ne connaissent pas l'étendue des données que leurs maîtres possèdent sur leur personne. Or quand on manipule les données d'un individu, on touche à ses capacités d'autonomie; par exemple, si dans votre fil Facebook, on modifie l'affichage et on ne vous présente que certains posts de certains amis, cela modifiera votre perception globale sans que vous vous en rendiez compte. L'enjeu de l'intégrité numérique, c'est de regagner de l'autonomie.

Ce sont principalement les Etats qui essaient de reprendre la main sur les grandes entreprises du Net, mais votre révolution humaniste veut rendre le pouvoir aux personnes...

GB: La motivation des Etats avec internet est l'amélioration de leurs propres processus en diminuant les coûts. Par exemple, c'est pour cette raison qu'ils favorisent l'émergence d'une signature électronique unique, qui rend le contrôle plus simple, mais cela ne prend pas en compte les nécessités de chaque individu.

AR: L'Etat est là pour assurer un environnement sûr et sain où les citoyens peuvent s'émanciper et il doit montrer l'exemple. Or il est dans une certaine schizophrénie, par exemple aux Etats-Unis l'internet souterrain TOR a été impulsé par l'armée mais est combattu par le FBI, en Suisse le Service de renseignement de la Confédération peut

utiliser des chevaux de Troie mais le service Melani doit en révéler les failles au public!

Il faut casser la dynamique du jeu malsain entre Etats et grandes entreprises, comme l'évoque Shoshana Zuboff. Si le capitalisme de surveillance marche, c'est parce que c'est facile et très bien fait. Mais les outils, fabuleux, ont été corrompus. Pour reprendre cet exemple de signature électronique, elle devrait être singulière et émanant de la personne: un système centralisé est beaucoup plus vulnérable. Il faudrait aussi plusieurs signatures, pour compartimenter.

Le rôle de l'Etat n'est pas d'imposer un modèle mais de proposer des standards, pour assurer à la fois une sophistication de ces signatures et donc leur sécurité, mais aussi l'interopérabilité. La décentralisation ne signifie pas l'absence de standards.

La Suisse est ces temps montrée du doigt pour son retard en matière numérique, ce n'est peut-être finalement pas un mal, si on vous suit?

AR: Son modèle de discussion démocratique est très puissant, et dans cette nouvelle géopolitique du numérique qui se met en place, la Suisse est un petit pays, qui ne va pas entrer dans ce jeu de cartographie la terre entière et accumuler des données. Je pense qu'elle trouvera des solutions adaptées et pas trop chères.

La décentralisation est fondamentale dans le numérique car elle diminue les risques de compromission, et c'est le système suisse. L'identité numérique par exemple n'a pas besoin de se faire au niveau national, elle peut être lancée par et dans les communes, comme on le fait pour l'identité physique d'ailleurs. Il faut juste se mettre d'accord sur des standards communs pour l'interopérabilité.

GB: Le sous-titre de notre livre c'est «Pour une révolution humaniste». On n'arrive pas avec des solutions venues de nulle part, on veut que les individus puissent reprendre leur autonomie, c'était l'idée des Lumières. Les prêtres du numérique aujourd'hui, ce sont les codeurs, et tous ces académiques qui sont débauchés par les grandes entreprises de l'internet. Il faut casser cette appropriation du savoir et redonner ce pouvoir aux individus, un peu comme lorsqu'il fallait se battre pour interpréter la Bible soi-même.

Comment voyez-vous l'avenir?

AR: Nous avons organisé un colloque, le PLR genevois a déposé une proposition constitutionnelle pour le canton, nous fournissons un outil de travail juridique à destination des constitutionnalistes, des politiques mais aussi du grand public... Le but est de préparer un débat général en vue d'une initiative qui viserait à intégrer l'intégrité numérique dans la Constitution fédérale.

On n'a encore rien vu d'internet comme outil d'émancipation! Aujourd'hui, on pense encore à internet comme outil pour améliorer ses performances professionnelles ou comme un lieu dangereux, on en est encore là. Les gens ne sont pas au courant des développements de la cryptographie, et il est difficile de comprendre quelque chose dont on pense qu'on n'a pas besoin.

On est encore dans l'ancien régime, mais il y a de moins en moins de gens qui sont nés sans internet, dans deux générations ce sera fini. L'Etat ne doit pas uniquement éviter les excès, il doit promouvoir la construction d'un espace numérique sûr. ■

LE TEMPS



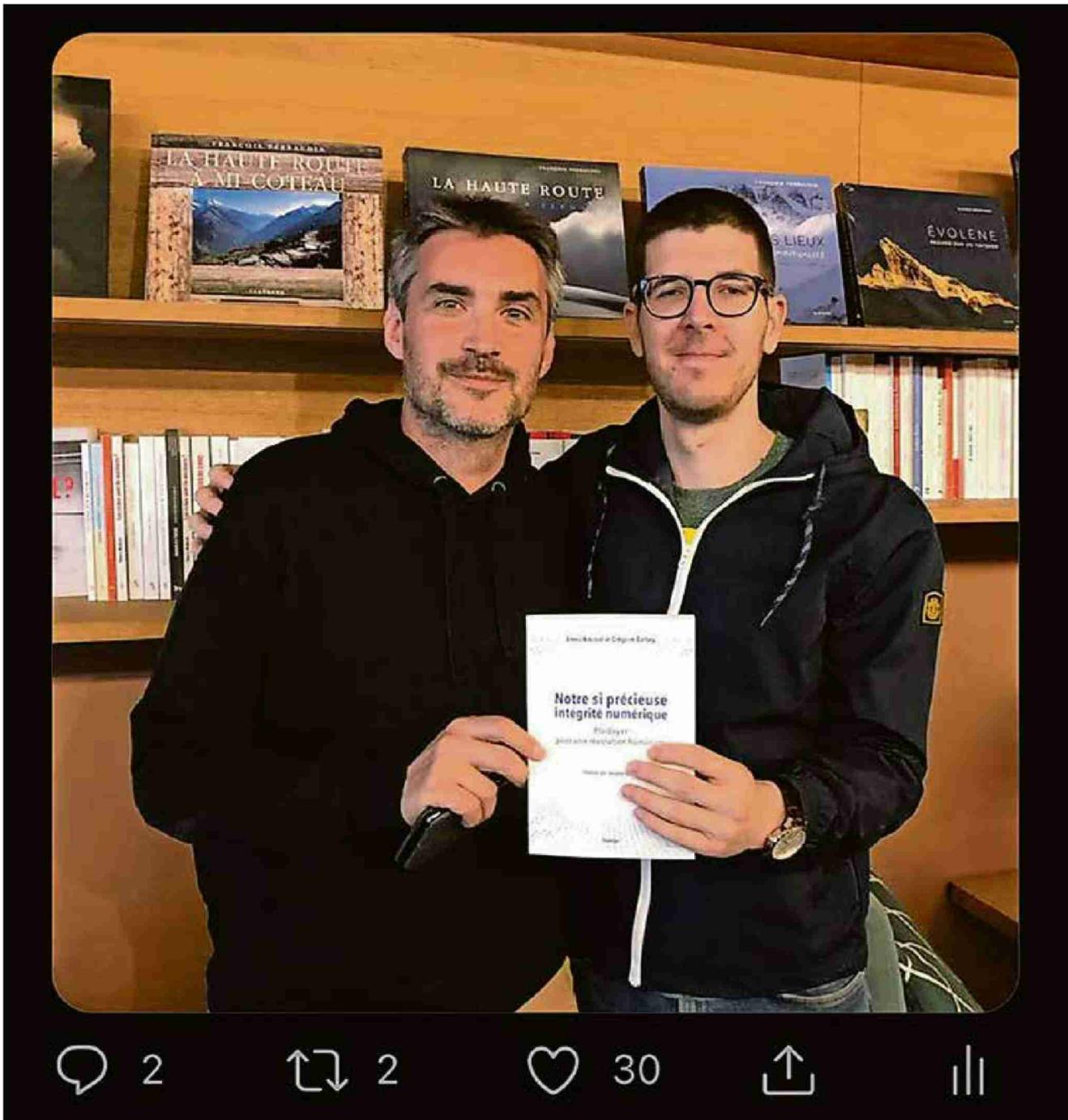
Le Temps
1002 Lausanne
058 269 29 00
<https://www.letemps.ch/>

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 32'473
Parution: 6x/semaine

Page: 30
Surface: 118'888 mm²

Ordre: 844003
N° de thème: 844.003

Référence: 80665321
Coupure Page: 3/3



Alexis Roussel (à gauche) et Grégoire Barbey plaident pour que l'intégrité numérique soit reconnue, au même titre que l'intégrité physique et l'intégrité psychique, par la Constitution. (GRÉGOIRE BARBEY)